

Le MRP vous parle!

Nouvelle série N° 22

Avril 1986

ISSN 0753 - 8707

TRIBUNE LIBRE DES ANCIENS DU M.R.P.

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. - 21, rue Saint-Augustin PARIS 2e - Téléphone : 42.96.02.20 Prix : 5 F.

IN MEMORIAM

Alain POHER
Président du Sénat

C'est une figure authentique de la démocratie chrétienne qui vient de disparaître. Authentique car, pendant toute sa vie, Jean Letourneau fut d'abord et avant tout un homme de foi. Il ne redoutait pas de prendre des responsabilités auxquelles il faisait face avec la sérénité de ceux qui savent conduire leur vie grâce à un idéal profondément enraciné, grâce aussi à une grande modestie qui constituait un des traits de sa forte personnalité.

Il a traversé l'avant-guerre, la Résistance et la IV^e République sans jamais chercher à tenir les grands premiers rôles jusqu'à ce que les graves événements d'Indochine le conduisent à accepter de lourdes responsabilités.

Il était né au Lude, en Sarthe, en 1907. Après des études secondaires au lycée Saint-Louis du Mans, il fréquenta la Faculté de Droit de la rue Saint-Jacques et obtint sa licence.

C'est aux côtés de Georges Bidault et de Francisque Gay, qu'il milita, dès 1938, au Parti Démocrate Populaire. Il écrivait dans «Le Petit Démocrate» et dans «L'Aube», à l'époque où ce dernier quotidien était attendu chaque matin dans les salles de rédaction, car on savait que les lucides éditoriaux de celui qui allait devenir Président du Conseil national de la Résistance n'empruntaient rien à la mode ni au souci de plaire.

Pendant l'occupation, c'est tout naturellement aux côtés de Georges Bidault, avec Francis Closos, avec Pierre-Henri Teitgen, qu'il va concevoir la naissance du statut de la presse de la Libération.

1944 le trouve Directeur des Services de presse du Ministère de l'Information. Mais c'est alors que va commencer pour lui un itinéraire politique qui le conduira des deux Assemblées constituantes à l'Assemblée Nationale, puis aux responsabilités gouvernementales.

C'est en 1946 que je l'ai connu, alors qu'il était Ministre des P.T.T. A cette époque, j'appartenais au Cabinet de Robert Schuman, Ministre des Affaires Étrangères, dont les fonctions l'appelaient sou-

vent à quitter la France pour les États-Unis. Tout naturellement, comme Jean Letourneau assurait l'intérim de mon Ministre, j'étais en rapport direct avec lui et c'est là que j'ai découvert et apprécié ses qualités profondes d'homme responsable.

C'était un homme cultivé, d'une grande richesse humaine. C'était un esprit généreux, mais c'était surtout un homme fidèle à ses idées et à ses amitiés. Sa fidélité était totale et il «l'assumait», comme on dit maintenant, avec tranquillité, calme, détermination.

Tout à tour Ministre du Commerce puis de la Reconstruction et de l'Urbanisme, c'est en 1949 qu'il sera chargé du fardeau de l'Indochine. Un fardeau qui n'attirait plus les amateurs de carrières rapides et sûres, mais un fardeau qu'il accepta, et peut-être même qu'il souhaita, avec le secret désir de servir.

De 1949 à 1953, il sera l'«homme de l'Indochine» à laquelle il s'identifia. Ce fut pour lui une mission de courage, d'abnégation, qu'il mena en dépit des obstacles de toutes natures : directives fluctuantes du Gouvernement, absence de soutien -voire hostilité- de l'opinion publique, scandales étalés d'affairistes sans scrupules. Il resta inébranlable, soucieux de ne pas abandonner purement et simplement la présence française. Avec son ami le Maréchal de Lattre de Tassigny, il tenta l'impossible sauvetage d'une mission condamnée dans l'esprit des hommes,

SOMMAIRE

- Page 1 : *In Memoriam*
Page 2 : *Un Témoignage*
Page 3 : *Jean Letourneau et l'Indochine*
Page 4 : *Extraits de l'Homélie prononcée par M. de Larminat curé de Saint-Sulpice aux obsèques de Jean Letourneau le 19 Mars 1986*
Page 5 : *Un grand changement. Lecanuet avec Tenaillon.*
Page 6, 7, 8 et 9 : *La Nouvelle Calédonie - Conférence prononcée le 28 Octobre 1985 par Henri G. Gaignard devant le Rotary Club de St Malo*
Page 10 : *Où en est l'Europe ?*
Page 11 : *Deux heures après minuit*
Page 12 : *Les Colombes rouges*

(suite page 2)

UN TEMOIGNAGE

Jean Letourneau n'est plus. Il nous a quittés au matin du 16 mars : pour être comblé de ce qu'il avait recherché patiemment, fidèlement, courageusement au milieu de nous.

Il nous semble encore entendre sa voix amicale, persuasive et sobre, exprimer avec bonhomie et détermination des convictions profondément enracinées, non

IN MEMORIAM

(suite de la page 1)

sinon par le sens de l'Histoire et l'évolution du Monde.

Il le fit avec un courage sans limite, s'identifiant au destin de cette terre lointaine, ranimant sans relâche le moindre espoir, explorant les voies les plus étroites et les plus dangereuses, tentant, tel Sisyphe, l'impossible ascension.

Cette tâche devait finalement engloutir sa carrière politique. Mais il savait toujours en parler sans haine, sans rancune, sans rancœur. L'homme de foi dominait toujours les démons de la facilité et des excès.

S'étant retiré de la vie politique, son amour de l'Afrique le conduisait souvent dans quelques conseils d'administration Outre-Mer, où il se retrempait. A ses retours de voyages, il était comme transformé, plein d'une jouvence nouvelle, envisageant d'ambitieux projets.

A l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, ses communications, toujours attendues et écoutées, attiraient un grand nombre de ses collègues.

Ses amis du M.R.P. lui doivent une dernière initiative qu'il sut mener à bien en dépit des difficultés. Rassembler dans l'amitié ceux qui, à un moment ou à un autre, avaient participé à ce grand dessein politique. Au-delà des engagements parfois différents que les uns et les autres prirent au lendemain de la disparition du M.R.P., Jean Letourneau resta, avec quelques autres, la référence authentique.

Il nous a quittés après un bref séjour au Val-de-Grâce. Il restera présent parmi nous, parmi tous ceux -et ils sont nombreux- qui demeurent à jamais marqués par l'idéal de la démocratie chrétienne.

sans laisser parfois transparaître une pointe d'humour ou de scepticisme à l'égard de positions éloignées de son idéal.

Il était né en 1907, à une époque où se prolongeaient encore les courants de pensée qui avaient dominé la fin du siècle précédent.

Bientôt sensible à des aspirations nouvelles, il ne tarda pas à rejoindre, dans les rangs de la Jeunesse Catholique, la grande équipe des Charles Flory, François de Menthon, Georges Bidault et de tant d'autres, qui marquera durablement une génération en rupture avec les clivages et les archaïsmes de l'avant-guerre. Il fallait alors une singulière volonté novatrice et quelque force de caractère pour entreprendre d'orienter vers la justice sociale et l'organisation internationale des milieux traditionnellement repliés sur des conceptions peureusement conservatrices et étroitement nationalistes.

C'est donc tout naturellement que Jean Letourneau allait se retrouver, aux côtés des mêmes amis, au sein du parti démocrate populaire, fondé en 1924 par Auguste Champetier de Ribes, Raymond Laurent, Alfred Bour et toute une cohorte de démocrates d'inspiration chrétienne. A notre époque où la république n'est plus contestée et où sont, au contraire, revendiqués bien haut -non parfois sans quelque hypocrisie- les principes de la démocratie, on a peine à imaginer le scepticisme, sinon l'hostilité qui, au temps de l'engouement autoritaire des ligues, opposait à ces valeurs une assez grande partie de l'opinion. Décidément, Jean Letourneau ne choisissait pas les voies de la facilité.

Il les choisit moins encore quand vint l'heure du danger.

Lorsque l'hitlérisme eut déferlé sur l'Europe, il prit position, avec les mêmes amis, contre «l'esprit de Munich». L'invasion venue, il entra dans la Résistance. En liaison étroite avec Georges Bidault, président du Conseil National de la Résistance et avec Pierre-Henri Teitgen, il prépara le futur statut de la presse dont, à la Libération, la mise en œuvre lui sera confiée en qualité de directeur de la presse au ministère de l'Information.

C'est à son domicile que, dans la clandestinité, se tinrent les premières réunions du Mouvement républicain de libération, qui précéda la naissance du Mou-

vement républicain populaire. Il en fut l'un des fondateurs.

Élu député de la Sarthe aux deux Assemblées constituantes, puis à l'Assemblée nationale, il prit la direction de l'Aube à la suite de Francisque Gay. Il fut successivement ministre des P.T.T., du Commerce, de la Reconstruction et de l'urbanisme, de la France d'Outre-mer et de l'Information en tant que ministre d'État.

Il sera finalement chargé, sous cinq gouvernements, du difficile ministère des relations avec les États associés, avant de devenir, après la mort du Maréchal de Lattre, Haut commissaire de France en Indochine. Il remplira avec calme, humanité et désintéressement ces missions ingrates. Il conservera toute sa vie une vive affection pour ces populations attachantes qui, tombées sans voix sous le joug totalitaire, mériteraient aujourd'hui un autre traitement que le silence coupable des grandes consciences frappées d'hémiplégie.

A travers tant de responsabilités -consacrées par la rosette de la Légion d'honneur, la croix de guerre et la médaille de la Résistance- il apparaît que la vie de notre ami s'est déroulée dans une belle continuité de pensée.

La foi qui, de la jeunesse à ses derniers moments, n'a cessé de le conduire, a inspiré ses choix et modelé son caractère. Il était homme de dialogue et de conciliation. Mais sa fermeté était sans faille dès lors qu'était en cause l'essentiel. Il l'exprimait avec modération, tant lui répugnaient toutes les formes d'un sectarisme devenu le mal du siècle.

Jusqu'à l'extrême limite de ses forces il a tenu à manifester sa fidélité à ses idées et à ses amis, en acceptant de présider l'Amicale des anciens du M.R.P., qui vise à entretenir la permanence des valeurs sur lesquelles ces femmes et ces hommes ont, comme lui, fondé leur engagement public.

Que, dans la peine que nous éprouvons, Madame Letourneau, ses enfants et petits-enfants soient assurés de la part que prennent à leur chagrin tous ceux qui ont été, de Jean, les compagnons fraternels.

R.L.

JEAN LETOURNEAU et l'Indochine

Jean Letourneau eut une activité ministérielle dès le début de la Quatrième République en 1946, et, il occupa par la suite divers ministères. Celui qui le marqua principalement et où il fut pleinement lui-même, de 1950 à 1953, est sans aucun doute le ministère des relations avec les États Associés d'Indochine.

Il est le seul titulaire du poste à avoir vécu réellement sur place, à Saïgon, et, pendant cette période, ses contacts avec les autochtones et son action sur les plans civils et militaires ont laissé des traces ineffaçables.

Paradoxalement, il ne fut pas le ministre qui vit le début de la guerre, le 19 décembre 1946, ni celui qui accorda l'indépendance au Vietnam, lors des accords de la baie d'Along le 5 juin 1948. Et, il n'était plus en fonction lorsqu'intervinrent, en juillet 1954, les accords de Genève qui mirent fin à la présence française dans cette partie du Monde.

Pour quelles raisons le nom de Jean Letourneau évoque-t-il aujourd'hui encore le souvenir de celui qui fut l'un des principaux acteurs sur la scène indochinoise ?

Nul doute qu'il fut le ministre qui se donna le plus complètement à sa tâche, en faisant jouer ses éminentes qualités d'homme de dialogue, équilibré et courageux.

Lorsqu'il arriva sur cette terre ensanglantée par la guerre, il eut la triple mission de renforcer le pouvoir légal du nouvel Etat vietnamien, dans le cadre de l'Union Française, de créer et promouvoir l'armée vietnamienne afin de combattre le vietminh sur son propre terrain, et, enfin, de faire comprendre au Monde que notre action en Indochine participait de la défense des valeurs de liberté et d'indépendance d'un peuple.

Il eut un puissant allié en la personne du Général de Lattre de Tassigny, héros de légende, qui se dépensa sans compter à ses côtés.

Auprès du jeune État, devenu indépendant en 1948, Jean Letourneau fut le conseiller attentif qui sut mettre en confiance ses interlocuteurs, en les installant progressivement aux divers rouages de l'État, et ce, avec la plus parfaite loyauté. Il parcourut le pays, visitant les notables et les populations qui, du Nord au Sud, avaient besoin de soutien face aux sournoises et meurtrières attaques du Vietminh.

Il comprit très vite la nécessité de

mettre sur pied une armée vietnamienne, conduite par des officiers vietnamiens. Ce fut une grande tâche, commencée en 1950 et qui permit en 1953 d'avoir une armée autochtone, forte de 200.000 hommes, dont 150.000 réguliers. Cet effectif, complété par l'armée française qui comprenait, elle-même, 100.000 vietnamiens sur 230.000 hommes, montre à quel niveau d'engagement était parvenu le peuple vietnamien pour défendre son indépendance.

Cela ne suffit pas à empêcher Dien Bien Phu en 1954, car, l'aide massive des Soviétiques aux guerriers du Nord donna à Giap les moyens de concentrer en un seul point un personnel et un matériel importants.

C'est aussi pendant qu'il exerçait ses fonctions, que Jean Letourneau obtint de nos alliés et notamment des dirigeants américains un concours financier qui s'ajoutait à celui que nous supportions, seuls, depuis cinq années.

Il fallait bien associer le monde libre à notre effort, car, Jean Letourneau avait bien compris sur le terrain que la guerre faite au gouvernement légal du Vietnam par Ho Chi Minh et ses bandes rebelles n'était que le reflet d'un grave conflit Est-Ouest pour garder ou perdre une importante base stratégique sur le Pacifique.

Lorsque Ho Chi Minh était interrogé sur de possibles négociations, il répondait par des slogans communistes en accusant «l'impérialisme français qui, en signant la C.E.D. sous la pression américaine, allait faire renaître le militarisme allemand».

Il n'y avait pas d'alternative à la lutte franco-vietnamienne contre les troupes communistes d'Ho Chi Minh et toute tentative de négociations tombait dans l'impasse. Sur la durée, on sait aujourd'hui, depuis 1975, quel est le sort du peuple vietnamien. Livré à lui-même, obligé de défendre 1.500 kilomètres de frontières, l'assaillant a réussi ce que la France, avec Jean Letourneau, avait voulu éviter, vingt ans plus tôt.

Dire que la tâche de notre ami fut facile et que nos compatriotes lui en furent reconnaissants, est loin de la réalité. Une campagne odieuse conduite à Paris par les défaitistes de tous bords chargea notre ami de toutes sortes de fautes imaginaires : il ne savait pas ter-

miner un conflit, il soutenait des corrompus (donc il l'était lui-même), il gaspillait les chances de redressement du pays.

Jean Letourneau, avec un courage sans défaillance, une honnêteté scrupuleuse, lutta sans faiblesse pendant ces quatre dures années, conscient de remplir une mission essentielle pour le monde libre et surtout pour l'avenir du peuple vietnamien.

L'avenir démontra qu'il avait vu juste.

Sur son honnêteté, un exemple nous suffira. Jean Letourneau, soucieux de ne pas gaspiller les deniers publics, n'a jamais fait le voyage de Saïgon à Hong-Kong, où il aurait pu découvrir l'un des plus beaux sites d'Extrême Orient. Comparé aux fastes présidentiels d'aujourd'hui, où le moindre voyage suppose le transport de dizaines d'invités, quelle différence !

Les Démocrates Chrétiens sont fiers de mettre des hommes de la trempe de Jean Letourneau au service de la Nation. Il a incarné la volonté de résistance d'un peuple menacé et il a contribué à lui donner la force de conquérir son indépendance. Méprisant tous les sarcasmes, ne songeant qu'au devoir à accomplir, il a sans dévier suivi son chemin. Les Vietnamiens l'avaient compris : les témoignages d'amitié qu'ils lui ont adressés jusqu'à sa mort constituent sa plus belle récompense.

André-François MERCIER
ancien député

AMIS DÉCÉDÉS

M^{me} Fernand BOUXOM (S^t Gratien)
M^{me} Raymond COUTY (Paris 19^e)
Raymond DEGROISE (Colombes)
M^{me} FLAVIEN (Paris 5^e)
André HÉLENNE (Paris 9^e)
Jean LETOURNEAU (Paris 6^e)
Jean MICHAUD (Nanterre)
Maurice PARIS (Vincennes)
François PEZET (Paris 1^{er})
M^{me} Aimée WOUSSEN
(Aix-en-Provence)

JEAN LETOURNEAU

Ceux qui connurent Jean Letourneau avaient pour lui ce sentiment de respect affectueux, difficile à définir, que l'esprit éprouve devant la bonté. Il était essentiellement bon, juste, indulgent, courageux, ami du bien en toutes les occasions, en tous les domaines. Au début de sa vie, avec Georges Bidault et Charles Flory, il avait milité dans la Jeunesse catholique.

Mais ce fut la guerre et l'Occupation qui lui permirent de révéler à lui et aux autres ce qu'il était essentiellement : un homme d'État. Il entra dans la Résistance, aux côtés de François de Menthon et de Georges Bidault. Lors de l'épuration, il se souvint du mot de Simone Weil sur la justice, «cette fugitive du camp des vainqueurs». Il eut pour défendre les victimes innocentes le même courage dont il avait fait preuve pour réveiller sous l'Occupation les héros ensommeillés.

Vint la guerre d'Indochine. A cette cause, il se donna tout entier. Ce fut alors que le monde vit sa stature. Il avait accepté la charge de haut-commissaire, afin de saisir une dernière chance. Vite,

il s'aperçut que cette chance se dissipait. Mais le propre de l'homme d'État est de garder le calme, la mesure, le sang-froid, en face des devoirs essentiels, imprescriptibles. Il défendit, en Indochine, avec le peuple vietnamien qu'il aima tant, la civilisation chrétienne, en même temps que la fidélité française.

Comme le général de Lattre, comme son fils Bernard de Lattre, qui donnèrent leur vie pour préserver ces terres lointaines mais si proches par l'esprit, il fut guidé par l'idée du sacrifice. «Quand on n'est pas prêt à tout donner, me disait-il, c'est comme si on n'avait rien donné». Retiré de la vie politique, il revint à ses sources bénédictines, autour de dom Prou et du monastère de Solesmes, dans sa terre natale, près de son épouse, de ses trois filles, de tous leurs enfants, moine, père et patriarche, sachant que l'action est l'épanouissement de la contemplation.

En le contemplant moi-même si souvent, je me posais la question de savoir si la politique n'exige pas parfois le rejet de la morale, si un vrai chrétien peut être aussi un grand politique. Je songeais à

Richelieu, maniant la terre et la hache; je songeais à Saint-Louis échouant dans ses croisades. Surtout, je me souvenais de ce qu'avait dit, trois siècles avant Jésus, l'Antigone de Sophocle sur la raison d'État qui doit céder devant les «lois non écrites», ces obligations divines.

Jean Letourneau fut l'ami de Georges Bidault, le chef de la Résistance française après la mort tragique de Jean Moulin; Bidault, que sa patrie honora par la couronne des grands serviteurs, qu'on appelle l'ingratitude. J'ai accompagné M. Letourneau aux funérailles de Georges Bidault dans l'église des Invalides, où se comptaient les vrais fidèles. Là, je pensais que la récompense de celui qui préside au bien commun (qui se sait inférieur à chaque ministre, mais supérieur à tous), c'est d'avoir agi selon sa seule conscience, et de laisser cet exemple à ceux qui le pleurent.

Jean GUITTON
de l'Académie française

Le Figaro 24-03-86

EXTRAITS DE L'HOMÉLIE PRONONCÉE par M. DE LARMINAT CURE DE SAINT-SULPICE AUX OBSEQUES DE JEAN LETOURNEAU le 19 MARS 1986

Le célébrant rappelle d'abord les paroles du Christ : «Je suis la résurrection et la vie. Celui qui croit en moi, même s'il meurt, vivra». Puis il invite l'assistance à méditer sur le mystère de la mort et de la résurrection du Christ, puis sur le message de Saint-Jean entendu dans la première lecture de la messe.

Jean, qui a compris que le Christ allait donner sa vie par amour pour les hommes, tire les conséquences de cet exemple et en conclut que les hommes doivent aussi aimer leurs frères et que l'amour véritable ne se contente pas de belles paroles mais doit se prouver par des actes et en vérité.

Né en septembre 1907, au Lude dans la Sarthe, dans une famille profondément chrétienne, Jean Letourneau a toujours pensé que la foi consistait essentiellement à suivre Jésus au chemin de l'amour dans l'engagement au service de ses frères.

Il a toujours su puiser cet amour à sa source. Il aimait beaucoup l'abbaye de Solesmes et, ce soir même, dans l'église et le cimetière du village, Don Prou, abbé de Solesmes, présidera son inhumation.

Il ne m'appartient pas, dit M. de

Larminat, de rappeler ici tout ce que fut sa vie familiale, professionnelle et politique. Je voudrais seulement en souligner certains aspects.

Son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, sa famille et ses nombreux amis intimes savent sa bonté, sa bienveillance, son courage dans l'épreuve et la maladie et sa fidélité aux siens.

Il a fait partie de cette génération de chrétiens qui ont appris, au sein de l'Association Catholique de la Jeunesse Française, ce que c'est que vivre sa foi dans les engagements de la vie sociale et politique. On a pu dire de lui qu'il était le type même du militant chrétien formé au sein de la Démocratie chrétienne avant la seconde guerre mondiale.

C'est au cœur de son engagement politique qu'il a manifesté son amour pour son pays et pour ses compatriotes dans la Résistance aux côtés de Georges Bidault et de bien d'autres, puis, après la Libération, au sein du M.R.P. qu'il a contribué à fonder.

Député de la Sarthe, il a beaucoup marqué son département et grande est la reconnaissance que lui portent ses concitoyens, comme me l'a rappelé Monseigneur Gilson, évêque du Mans qui, retenu

impérativement ailleurs, est près de nous par le cœur et la prière.

Jean Letourneau manifesta aussi son amour du prochain «par des actes et en vérité» à travers les grandes responsabilités qui furent les siennes comme ministre dans plusieurs gouvernements et surtout, à un moment très douloureux de notre histoire, comme Ministre des États Associés et Haut Commissaire en Indochine.

Tous ceux qui l'ont connu à cette époque se souviennent de son ouverture au dialogue, de son énergie, de son courage. Il aimait son pays, mais aussi les populations indochinoises qu'il voulait servir et dont il voulait, de toutes ses forces, sauvegarder la liberté spirituelle.

Après le drame national que constitue le retrait de la présence française en Indochine, il continua à aimer fidèlement tous ceux qui avaient mis leurs espérances en nous. Il présidait l'Association d'amitié France-Vietnam et se souciait beaucoup d'apporter une aide efficace aux réfugiés d'Indochine.

Efforçons-nous de recueillir l'héritage spirituel que nous laisse Jean Letourneau en aimant nos frères «par des actes et en vérité».

UN GRAND CHANGEMENT

La nouvelle majorité, élue sur une plateforme commune, est courte, mais elle existe, comme l'a constaté le Président de la République.

En réalité le changement opéré est très important. La gauche dominait largement l'Assemblée précédente. Maintenant elle est nettement minoritaire : toutes tendances confondues, elle n'a que 250 élus sur 577 et en outre un fossé semble maintenant séparer les socialistes des communistes.

De l'autre côté, malgré quelques erreurs psychologiques, notamment de la part de ceux qui ont fait grand bruit sur le problème abstrait de la cohabitation, au lieu de parler seulement des problèmes concrets qui intéressent les électeurs, la victoire a été acquise dans un très large esprit d'union.

Puisse cet esprit l'emporter sur toute autre considération, car les problèmes à résoudre sont si difficiles et si urgents qu'ils nécessitent la plus grande abnégation !

Nous ne doutons pas que les parlementaires qui s'inspirent des principes défendus dans notre amicale agiront dans ce sens.

C'est bien ce qui ressort des déclarations faites par Pierre Méhaignerie, président du C.D.S. et nouveau ministre de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports.

«A la demande de Jacques Chirac, a-t-il dit, sept des nôtres sont membres du gouvernement qu'il préside. Nous avons accepté cette charge en étant conscients des contraintes qui nous sont imposées et de la marge de manœuvre réduite qui sera celle du gouvernement et qui a été parfaitement illustrée par l'intolérable éviction de Jean Lecanuet par le Président de la République. Mais nous l'avons accepté avec la certitude qu'il est des moments dans la vie d'une démocratie où l'on doit accepter sa part de l'effort commun».

Nous approuvons pleinement de tels propos et adressons des souhaits très chaleureux de succès à ces ministres, dont plusieurs sont membres de notre amicale, comme le sont beaucoup des nouveaux élus à l'Assemblée Nationale, à qui nous adressons également nos compliments et nos vœux.

Jean COVILLE

LECANUET avec TENAILLON

Il n'est pas question dans ce petit bulletin de relater toutes les péripéties de la campagne électorale récente.

Mais notre ami Jean Lecanuet ayant eu le privilège d'être récusé par le Président de la République, qui s'est opposé à son entrée dans le gouvernement Chirac au poste de ministre des affaires étrangères, nous choisissons de mentionner sa participation à Versailles à une réunion de Paul-Louis Tenaillon, président du Conseil Général des Yvelines et tête de liste U.D.F. dans ce département.

Jean Lecanuet affirma à cette occasion à quel point l'union était indispensable, «le seul enjeu de dimanche prochain, dit-il, étant de savoir si l'U.D.F. et le R.P.R. auront ou non à eux seuls la majorité absolue».

Puis il rappela son combat pour la défense des libertés menacées par les socialistes. «Comment les Français pourraient-ils oublier les menaces contre la liberté de l'enseignement, puis contre la liberté de la presse, ces dernières étant accompagnées d'une campagne abominable contre un groupe de presse d'opposition. Je dois dire que, par hasard, j'étais sur les mêmes bancs de lycée à Rouen que Robert Hersant. Il n'était pas riche et sa réussite, il ne la doit qu'à son travail et à son talent».

Il est dommage que les appels à l'union formulés par Jean Lecanuet, par Valéry Giscard d'Estaing et par d'autres leaders n'aient pas été partout entendus et que parfois des listes dissidentes aient fait gagner des sièges à la gauche.

Si l'union avait été partout réalisée, la victoire de la nouvelle majorité aurait été plus ample.

Cependant il ne faut pas faire la fine bouche. L'ancienne opposition, dans toutes ses tendances, a obtenu 15.200.000 voix. La gauche, dans toutes ses composantes, en a recueilli 12.200.000. Il est donc bien clair que la gauche a perdu la partie et que la France a rejeté le socialisme sous toutes ses formes, malgré ses efforts, avec le gouvernement Fabius, pour faire oublier les outrances du gouvernement Mauroy.

C'est un événement capital de notre vie nationale.

J.C.

POSITION DU PATRONAT CHRETIEN

Le Conseil français du patronat chrétien est la plus ancienne association patronale. Son Secrétaire Général a été pendant longtemps le regretté Henri Lefèvre, ancien responsable des jeunes de la fédération de la Seine du M.R.P., prématurément disparu.

Son président André Courtaigne a fait récemment d'intéressantes déclarations.

Il se prononce pour une économie libérale, qui seule est efficace. Mais il ajoute que cette économie laisse des pauvres et que les plus pauvres ne sont plus protégés, notamment par les syndicats. En effet, loin d'être une protection, le S.M.I.C. aggrave la situation des plus démunis : «tous ceux qui ne sont pas capables de produire pour 7.000 francs par mois (coût du S.M.I.C. et des charges sociales) n'ont aucune chance de trouver du travail».

Aussi le patronat chrétien étudie-t-il la création d'un revenu minimal garanti, qui pourrait être géré par les communes et qui serait attribué à des chômeurs, à condition qu'ils rendent des services pour satisfaire des besoins non solvables.

D'autre part le C.F.P.C. préconise une allocation pour les mères de famille. Selon une enquête qu'il a effectuée, de nombreuses mères de 2 enfants seraient susceptibles de quitter leur emploi pour avoir un troisième enfant, si une allocation de 30.000 Francs par an leur était versée.

AIDONS LES AFGHANS A SURVIVRE

L'Association parlementaire «Les Amis de l'Afghanistan», présidée par notre ami Jean-Marie Daillet, lance un nouvel appel en faveur des Afghans, menacés de disparition par la férocité de l'agression soviétique.

Les moyens les plus barbares sont employés par les Russes pour venir à bout de la résistance des patriotes afghans et notamment le napalm et les gaz asphyxiants.

Notre sort est lié à celui de ce peuple. Pensons-y.

Les dons peuvent être adressés à l'Association parlementaire «les Amis de l'Afghanistan», Assemblée nationale, 101, rue de l'Université, 75355 Paris Cedex 07.

LA NOUVELLE-CALEDONIE

*CONFERENCE PRONONCEE le 28 OCTOBRE 1985
par HENRI G. GAIGNARD, adhérent de notre amicale,
DEVANT LE ROTARY CLUB DE ST MALO*

Il y a quelques années, c'était en décembre 1980 et j'étais rentré depuis quelque temps d'un séjour de trois mois en Nouvelle-Calédonie, vous m'avez fait l'honneur de me demander de vous entretenir de ce Territoire d'outre-mer. J. l'ai fait bien volontiers car c'est un pays que j'aime, qui m'est particulièrement cher, devrais-je dire, et que je crois assez bien connaître. Et... vous avez eu la patience de m'écouter ! Je vous remercie, Messieurs, d'avoir eu la bonté de réitérer aujourd'hui votre invitation. Ce territoire ayant souvent, depuis près d'un an, fait parler de lui, il est normal que vous vous posiez des questions à son sujet. Je m'efforcerai d'apporter des réponses satisfaisantes à vos interrogations, vous priant toutefois de m'excuser si je ne réponds qu'imparfaitement à votre attente.

En 1980, la Nouvelle Calédonie ne figurait pas à la une des journaux ; la télévision, les radios en parlaient peu, pour ne pas dire pas du tout. Et pourtant, elle existait là-bas, à quelques 18.000 kilomètres de distance, de l'autre côté ou presque du globe - Nouméa est exactement à 18.368 kilomètres de Paris -, avec ses problèmes - aggravés par l'éloignement -, les lourdes menaces qui déjà s'annonçaient, l'anxiété du lendemain qui commençait à tenailler les plus lucides de ses habitants. Je vous avais parlé de l'indépendance réclamée par certains groupes encore largement minoritaires, des pressions qui s'exerçaient sur les Calédoniens, qu'ils fussent noirs, blancs ou métissés, pressions émanant tant de l'Australie que de la Nouvelle-Zélande, relativement proches, parfois directement mais le plus souvent par le truchement des micro-Etats qui ont vu le jour dans cette région du monde après la seconde guerre mondiale, pressions ayant pour but d'effacer, rêve séculaire anglo-saxon, toute trace de la présence française et par suite d'influence de la France dans cette partie du monde,

appelée à devenir, selon certains, le "nouveau centre du monde", dans les années à venir.

Ce qui venait de se passer aux Nouvelles-Hébrides, devenues le Vanuatu, n'était pas réjouissant et ne laissait rien augurer de bon pour l'avenir. Et cependant, je vous ai dit que je ne voulais pas désespérer, que "parmi la génération qui monte et s'appête à prendre en mains les destinées de ce pays, il en est qui ne renoncent pas. S'il est difficile, vous disais-je, à leurs aînés de changer et d'accepter un nouvel ordre, eux sont prêts à coopérer pour, ensemble, noirs et blancs, poursuivre la route, main dans la main, et à maintenir, peut-être dans une conception nouvelle, les liens qui se sont noués entre la France et la Nouvelle-Calédonie au cours de près de cent cinquante années de vie commune".

Depuis, la Nouvelle-Calédonie a retenu fréquemment l'attention de tous les médias de France et de Navarre, voire du monde entier. Aujourd'hui, il n'est pas un Français qui ne sache qu'il existe un morceau de France aux Antipodes. Chaque jour, ou presque, les journaux, la télévision, les radios rapportent, encore actuellement, qu'ici ou là sur le territoire ou dans les îles annexes ont lieu des violences : barrages routiers, fermes brûlées, bétail abattu, caillassage de voitures, sabotage de matériel minier, exactions de toutes sortes devant des forces de l'ordre passives. Que c'est-il donc passé ?

En mai 1981, la France - départements et territoires d'Outre-Mer inclus - a voté et une nouvelle équipe a pris les rênes du pouvoir. Au programme de celle-ci, il y avait la décolonisation de l'Outre-Mer, maître-mot et tarte à la crème d'idéologues attardés sur les routes de l'Histoire. Quelque temps après l'élection présidentielle, le nouveau Secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer débar-

quait à Nouméa et, dans son premier discours, déclarait découvrir sur le territoire de "graves injustices" auxquelles il allait remédier sans délai. Le ton n'était pas celui d'un homme de gouvernement mais bien celui d'un militant. Un Haut-Commissaire était bientôt nommé, homme politique consommé - si j'ose dire - , habile en paroles et en manœuvres. Le Conseil de Gouvernement - c'est à dire l'exécutif local - et l'Assemblée territoriale, expression l'un et l'autre de l'autonomie interne dont bénéficiait alors, dans une certaine mesure, le territoire, mais dont la majorité était bien différente de l'obédience à laquelle se rattachaient le Secrétaire d'Etat et le nouveau Haut-Commissaire, furent ignorés ou mis en quarantaine, de savantes et, dit-on, coûteuses manœuvres destabilisèrent la majorité - certains éléments, modérés ou tout simplement opportunistes, s'étant prêtés au jeu - laquelle se retourna en faveur des indépendantistes. Le Conseil de Gouvernement changea donc de mains. Tjibaou - déjà lui - , maire de Hienghène et conseiller territorial de la Côte Est, ancien vicaire de la cathédrale de Nouméa, prenant la place, à la tête dudit Conseil, de Dick Ukeiwé, que nous avons appris à connaître au cours de ces derniers mois, ancien instituteur, de confession protestante, et conseiller territorial de Lifou (île principale des Loyauté). Le coup fait, le Haussaire - terme usité couramment en Nouvelle-Calédonie pour désigner le Haut-Commissaire - fut promu ministre - de la Coopération, c'est un symbole ! - et remplacé par un personnage de même obédience mais de moindre envergure, ancien instituteur devenu conseiller général puis président de son assemblée, que les électeurs ayant mesuré son degré de compétence avaient renvoyé à ses classes et que l'on casait ainsi. Le personnage avait une qualité - que personne ne déniait d'ailleurs à son prédécesseur - : il portait bien l'uniforme. C'est court, mais exact.

Parallèlement à ces dispositions, on concoctait en haut-lieu, je veux dire à Paris, après un semblant de dialogue entre les parties concernées sous la tutelle d'un nouveau Secrétaire d'Etat - le précédent, comme le précédent Haussaire, ayant été appelé à d'autres fonctions - un nouveau statut - le même depuis la Loi-cadre de 1956 qui avait marqué la disparition du Conseil Général - lequel statut ne satisfait personne sauf le sous-ministre : les indépendantistes lui reprochaient de ne pas faire assez cas de leurs thèses et notamment de celle qui consiste à ne reconnaître le droit de vote qu'aux seuls mélanésiens considérés comme "premiers occupants" - il y aurait beaucoup à dire sur ce dernier point -, les anti-indépendantistes arguant de leur côté que le statut faisait la part trop belle à leurs "adversaires" - je mets ce dernier mot entre guillemets car le climat politique s'il avait déjà perdu de sa sérénité - et peut-être avant l'arrivée des socialistes au pouvoir - ne s'était pas encore détérioré comme il l'est aujourd'hui.

Le nouveau statut, approuvé par l'Assemblée Nationale - la gauche seule votant pour -, prévoyait de nouvelles élections. Elles eurent lieu en novembre 1984, on sait dans quelles conditions : les indépendantistes, n'ayant pu développer à temps le noyautage de la population mélanésienne et craignant en conséquence un suffrage défavorable, les boycottèrent et employèrent la violence pour interdire l'accès des bureaux de vote en diverses parties du territoire, violence engendrée et entretenue par le laxisme du Haut-Commissaire qui perd rapidement pied et du Gouvernement qui n'a pas prévu ce dérapage. Seule, une minuscule fraction du mouvement indépendantiste accepta les règles du jeu démocratique et parvint ainsi à une représentation convenable, sinon importante, à la nouvelle Assemblée Territoriale. Les anti-indépendantistes obtinrent la grande majorité des sièges avec 70 % des voix - dois-je rappeler qu'à l'élection présidentielle de 1981, le candidat sortant avait obtenu 65,5 % des suffrages, son challenger - champion des indépendantistes - seulement 34,5 % ? Contrairement aux espoirs du "père" du nouveau statut, les anti-indépendantistes prirent donc le contrôle de la nouvelle Assemblée et du nouveau Gouvernement, Cette fois il s'agissait d'un véritable Gouvernement ayant la

responsabilité des Services à compétence territoriale et auprès duquel le Haussaire n'était plus que le représentant du Gouvernement central, conservant la haute-main sur les Services d'Etat. Et nous retrouvons Dick Ukeiwé, qui entre temps a été élu sénateur, à la tête du Gouvernement local.

Pour le Secrétaire d'Etat, bien ébranlé cependant dans ses certitudes, "cette consultation n'est qu'une périptéie, il y a, d'un côté, le pays réel, d'un autre, le pays légal". C'est à peine déguisée, une prise de position en faveur des indépendantistes, cela sonne fâcheusement mais n'a-t-on pas entendu précédemment le premier personnage de l'Etat, évoquant la situation en Nouvelle-Calédonie, parler de "la force injuste de la Loi" ? Notre sous-ministre, trop disert, sera bientôt encapuchonné... et réduit, non pas à l'état laïc, mais au silence et déchargé du dossier calédonien.

On assiste alors à un pas de danse de grand style. Il faut trouver rapidement un remplaçant à un Haussaire qui a manifestement atteint très tôt son niveau d'incompétence et, pour le Premier Ministre, se décharger bien vite d'un dossier brûlant. L'homme idoine est découvert : ancien ministre du Général de Gaulle, cela devait faire l'affaire pour ce Territoire dont le Général est la référence depuis 1940 ; spécialiste des problèmes du Tiers-Monde d'autre part, qui trouver de mieux pour "décoloniser" cet indocile territoire du bout du monde ? Sa nomination permettait de libérer un poste décent pour un ministre jugé bavard inopportun - je veux parler de celui des Relations extérieures - que l'on pouvait remplacer avantageusement par un ami fidèle.

Ai-je besoin de mettre un nom sur ces personnages qui apparaissent ici et que vous aurez, j'en suis persuadé, facilement reconnus ? Permettez-moi d'y renoncer, il en est un que je ne veux ni écrire ni, si possible prononcer car je ne puis l'évoquer sans avoir la nausée.

Ce personnage est d'ailleurs tout à fait remarquable tant par sa façon de paraître, Tout le drame que vit actuellement la Nouvelle-Calédonie découle de là. Cet homme est arrivé là-bas avec une certitude : celle d'avoir pour mission de libérer de l'esclavage, dans lequel les tenaient de misérables colons, de pauvres

canaques relégués au fin fond de la brousse dans leurs réserves. Emporté par le verbe, qu'il a facile, voire élégant, il est arrivé, sur cette terre calédonienne, comme beaucoup de métropolitains, avec des idées préconçues, la volonté de redresser des torts évidents, celle aussi de briser les résistances à ce qu'il considère comme une "haute mission", alors qu'il faudrait, pour aborder d'une manière responsable le problème calédonien, beaucoup d'humilité et de patience, savoir écouter et savoir convaincre..

Très vite, il abandonne le statut mis en route en novembre 1984 et que son "parrain" assurait pourtant de la pérennité - c'était il est vrai avant le vote. Il bouscule choses et gens, méprise les institutions en place, fait fi des dirigeants et des élus locaux, se défie de ceux qui ont une vue objective de ce pays. D'emblée, il déclare : "Je sais où je vais mais ne sais pas encore comment y aller" et, bientôt, il lâche : "La Nouvelle-Calédonie sera indépendante et associée à la France". A quoi, les indépendantistes, qui représentent alors à peine 30 % du corps électoral, répondent : "Donnez-nous d'abord l'indépendance, à nous canaques et à nous seuls. Nous verrons ensuite pour l'association avec la France, selon notre intérêt". De leur côté, ceux que bientôt on va appeler les loyalistes, c'est à dire les Calédoniens attachés au maintien des liens avec la France et au sein de celle-ci - ils forment 70 % de l'ensemble de la population repoussent toute idée de sécession, à fortiori d'indépendance canaque - voire KANAK, ce qui fait plus tiers-mondiste - même et plus encore si elle est baptisée socialiste. Ce qui s'est passé aux Nouvelles-Hébrides, ce qui se passe au Vanuatu - nouvelle dénomination de celles-ci - est une leçon suffisante pour qu'ils refusent de s'associer à une opération suicidaire.

Mais le Délégué du Gouvernement n'en poursuit pas moins son idée, il la creuse, la précise, la formule, la développe, l'étale. Ses interlocuteurs privilégiés sont bientôt ceux-là qui récusent les loyalistes et qui ont constitué ce qu'ils appellent le "Gouvernement de Kanaky", qui cautionnent la violence éclatant un peu partout sur le territoire et devant lesquels pourtant s'incline le personnage. Qui peut avoir oublié les incidents de Thio, l'assassinat du jeune Yves Tual, la tuerie de Ouégoa, le "caillassage" à mort de

cette jeune institutrice métropolitaine près de Poindimié, l'arrêt tragique de Machoro près de La Foa dans sa course pour couper Nouméa du reste de l'île, le renvoi consécutif du capitaine de gendarmerie Saffray - un malouin, peut-être le saviez-vous ? - et la démarche du Délégué du Gouvernement auprès de la tribu du tueur indépendantiste ?

La Nouvelle-Calédonie devient vite une bouilloire, ce dont n'a cure le personnage comme il n'a cure des manifestations monstres en faveur du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France. Enfin, il "accouche" d'un projet de statut - encore un - qui démantèle ce qui existe, divise le territoire en quatre mini-régions, lesquelles auront une autonomie relative mais réelle, leurs propres institutions. Ce découpage, manifestement favorable aux indépendantistes, tend à assurer à ceux-ci une prédominance - bien qu'ils soient très largement minoritaires sur le territoire - sur deux et peut être trois régions. En moins d'un an, si ce projet est adopté, le pouvoir se sera déjugé ; parce que les urnes n'ont pas répondu à son attente, il se renie et, contre le gré de la majorité de la population calédonienne, force l'allure en direction de l'indépendance. Oh ! je sais bien qu'il y a eu le voyage présidentiel et l'annonce d'un accroissement du potentiel militaire français dans cette partie du Pacifique et, par suite, une extension des installations nécessaires à Nouméa et sa région. Mais n'est-ce pas un peu de poudre aux yeux ?

En effet, le découpage adopté, en même temps que le projet de statut, par l'Assemblée nationale - les seuls élus socialistes votant pour - permet aux indépendantistes d'espérer emporter la région Centre laquelle possède outre les installations minières de Thio, le barrage et la centrale électrique de Yaté qui fournit l'électricité à Nouméa, et où se trouve l'usine de traitement de nickel de Doniambo. Elle détient également la part la plus importante du potentiel économique du territoire. Les élections, qui ont lieu le 29 septembre confirment l'espérance des indépendantistes, la région Centre - tombe de justesse - entre leurs mains. Ils contrôlent trois régions sur quatre, détiennent, en conséquence, trois sièges au Conseil exécutif - sorte de ministère collégial auprès du Haut-Commissaire - alors qu'ils ne représentent

que moins de 40 % des électeurs. Les loyalistes, ayant emporté la région de Nouméa et, avec plus de 61 % des voix, la majorité des sièges au Congrès - lequel remplace l'Assemblée territoriale, sans en avoir les attributions, et dont Dick Ukeiwé devient le Président - n'auront que deux sièges au Conseil exécutif. Le territoire est replacé sous administration directe, le Pouvoir se réservant de légiférer par ordonnance, Qui a parlé de force injuste de la Loi ?

Où en est-on ? Les Calédoniens, indépendantistes ou loyalistes, n'ont pas encore réalisé, semble-t-il, les premiers la relativité de leur victoire, les seconds les atouts qu'ils conservent encore. Le personnage qui, diaboliquement, a joué avec leur avenir, ministre désormais, a parlé d'un "subtil équilibre". il est maître dans l'art de parler pour ne rien dire, dans celui aussi de lancer des phrases qui s'avèrent incendiaires et que l'alizé entraîne en immense brasier qu'il regarde d'un air étonné...

Certes le dialogue est souhaitable, mais n'a-t-on pas tout fait pour le rendre impossible, l'arbitre étant devenu partisan ? Les indépendantistes attendront-ils le retour vraisemblable aux affaires d'une équipe qu'ils savent moins favorable à leurs thèses et ne se lanceront-ils pas dans l'aventure, avant l'échéance, de façon à créer une situation irréversible ? Tout est à craindre car tout est possible. Que fera alors le Gouvernement ? Donnera-t-il des instructions de fermeté aux forces de l'ordre - il y a environ 6.000 hommes sur place, jusqu'ici l'arme au pied - qui ne demandent qu'à remplir la mission pour laquelle elles ont été préparées et, en principe, envoyées là-bas ? Le laxisme dont ont fait preuve jusqu'à présent les autorités responsables nous laissent sceptiques, laissent sceptiques ceux qui sont attachés au maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France.

Mais, peut-être, me direz-vous : "Après tout, qu'avons nous à gagner à nous entêter ? Qu'a la France à gagner à vouloir conserver des positions contestées dans cette région du monde éloigné de 20.000 kilomètres de la Métropole ? Que représente la Nouvelle-Calédonie pour la France et que pèsent les quelques cent mille calédoniens favorables au maintien de la France ? Ira-t-on jusqu'à renouveler là-bas la fâcheuse affaire algérienne ?

Je pourrais vous citer des chiffres, vous parler de zone économique, de souveraineté française s'étendant sur des millions de kilomètres carrés. Vous pourrez me rétorquer : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et j'acquiescerai sans doute à votre propos mais aussi je vous répondrais : France.

J'ai en mémoire la réponse faite par l'un de mes commandants à l'aumônier du bord qui, un brin pacifiste et le trouvant exigeant, lui disait que le bien le plus précieux était la vie, "Non Monsieur l'aumônier, l'honneur est encore plus précieux". La Nouvelle-Calédonie est l'honneur de la France. En 1940, alors que le territoire national était envahi, les institutions en dérive, les Français dans le désarroi, cette petite colonie - c'en était une, à l'époque - bien que la plus éloignée de la Métropole, fut la première à se mettre à la disposition du Général de Gaulle et pas simplement par un acte d'allégeance : les hommes du Bataillon du Pacifique s'illustrèrent à Bir-Hakeim, au Mont Cassin, en Provence, dans les Vosges et j'en passe, tous volontaires - noirs et blancs - pour la libération d'une Patrie dont, pour la plupart, ils n'avaient jamais foulé le sol.

Ils renouvelaient ainsi le geste de leurs aînés qui, tous volontaires également, tombèrent devant Verdun ou à Salonique. Leurs noms sont inscrits, n'en déplaise à un certain ministre, sur les Monuments aux morts qui s'élèvent dans tous les villages de la Nouvelle-Calédonie. Alors que les Japonais déferlaient, après Pearl Harbour, vers le Sud-Pacifique et l'Australie, la Nouvelle-Calédonie permit aux forces alliées de s'adosser solidement au récif et de repartir libérer les îles occupées par l'ennemi, de couper les lignes de ravitaillement de celui-ci, de l'acculer ensuite à la retraite puis à la reddition... Son ralliement à la France Libre permit au Chef de celle-ci de s'appuyer sur une terre française et de parler ferme, sinon fort. Devons-nous l'oublier ?

Qu'a la France à gagner ? Rien ou plutôt elle a à conserver sa place de grande puissance mondiale. Regardez une carte, voyez où se trouve la Nouvelle-Calédonie : sur les axes principaux de ce qui va être demain le "nouveau centre du monde". Si nous abandonnons la partie ici aujourd'hui, il faudra l'abandonner en Polynésie, demain aux Antilles

et dans l'Océan indien ensuite et nous replier frileusement sur l'Hexagone. C'en sera fait de la France, cinquième puissance mondiale, incapable d'assumer ses obligations, dont la première est la défense de ses nationaux, de ses intérêts, de ses droits. On ne pardonne pas aux lâches...

Si nous abandonnions la Nouvelle-Calédonie, et nous ne pourrions faire autrement si nous reconnaissons comme fondées les revendications actuelles des tenants de l'indépendance, une brèche s'ouvrirait dans le dispositif défensif occidental dans cette partie du monde que ni l'Australie, ni la Nouvelle-Zélande ne peuvent colmater - et ces deux Etats en sont aujourd'hui conscients qui révisent leur position en faveur de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et de l'appui qu'ils apportaient au mouvement indépendantiste. Les Etats-Unis, eux-mêmes, ne peuvent envisager un redéploiement de leurs forces qui aurait pour conséquence de les affaiblir. Seule, l'Union Soviétique, attentive à ce qui se passe là-bas, serait gagnante dans l'opération. N'oublions pas que la fraction la plus radicale du front indépendantiste est animée par des éléments de l'extrême-gauche métropolitaine et que plusieurs militants de cette tendance sont allés, l'an passé, "faire du tourisme" en Lybie.

Que pèsent cent mille calédoniens dans l'enjeu ? Peu ou rien certes, si l'honneur d'une nation peut être foulé aux pieds. Peu ou rien, proportionnellement aux cinquante-cinq millions d'habitants que compte la Métropole. Mais ceux-ci ne sont-ils pas cautions de ceux-là ? Et doivent-ils se laver les mains de ce qui se prépare là-bas ? Imaginez, un instant, que vous êtes une partie d'entre eux, ou, mieux encore, que ce qui leur arrive se joue ici, à votre rencontre, que tout ce que vous possédez, tout ce que vous avez entrepris, tout ce que vous envisagez d'entreprendre, de réaliser pour vous, pour les vôtres, vous allez devoir, peut-être, l'abandonner. Mettez-vous à la place de ces hommes et de ces femmes qui vivent dans l'inquiétude de demain mais aussi aujourd'hui, de l'heure présente, du regard fuyant ou haineux qui se voit désormais sur certains visages depuis quelques mois, alors qu'auparavant un sourire confiant et joyeux était la marque des gens de ce pays, qu'ils fussent mélané-

siens ou polynésiens d'origine, de souche européenne ou asiatique, chrétiens ou non. Tout cela parce qu'un jour l'idéologie irresponsable de quelques-uns a pris le pas sur le devoir. Pourrions-nous, un jour, pardonner aux semeurs de haine ?

Renouvellerons-nous là-bas l'aventure algérienne pour aboutir, sans doute, au même résultat ? Les problèmes comme les pays sont différents et l'hypothèse peut être rejetée d'avance. Certes, il sera plus difficile de rétablir l'ordre qu'il ne l'eût été si, dès les premiers troubles en octobre 1984, l'autorité avait su, ou voulu, se faire respecter. La menace, proférée par le leader des indépendantistes, de faire appel aux Forces papoues, peut faire peur mais doit-elle être prise "stricto sensu" ? N'oublions pas que l'encadrement de ces Forces est assuré par l'armée australienne. L'Australie n'est pas en mesure d'assumer la responsabilité d'un affrontement - par Papouasie interposée - sur un territoire relevant, jusqu'à nouvel ordre, de la souveraineté française. Et il est inimaginable qu'un Gouvernement français, le cas échéant, de quelque obédience soit-il, puisse baisser les bras. Mais, nous n'en sommes pas là, heureusement...

Alors, me demanderez-vous, que faire ? Je n'ai pas de recette - miracle, vous vous en doutez. Si, j'en avais une, j'en aurais fait bénéficier depuis longtemps les intéressés ! Je pense qu'il est temps d'abandonner l'idéologie pour voir en face les réalités. A moins que l'un d'entre-eux ne soit un Pol Pot en puissance, les indépendantistes lucides savent bien qu'ils ne sont pas prêts à assumer ce qu'ils souhaitent, que l'indépendance ne peut être acceptée dans les termes qui sont actuellement les leurs. Les loyalistes savent aussi qu'ils ne peuvent radicaliser leur position sans rejeter leurs "adversaires" - je mets encore les guillemets - vers les extrêmes. Les uns et les autres doivent dialoguer et composer afin que ce qui doit changer - et il y a certainement des choses à changer, comme partout - le soit pour le bien commun. Et s'il faut un arbitre, et il en faudra un certainement, que ce soit un homme d'écoute, le dialogue et de bonne volonté, humble de cœur et sachant aimer ces populations qui, parfois se sentent un peu perdues, un peu oubliées au bout du monde, parfois, trop proches et incomprises de cette France qu'ils ont encore la force d'aimer.

Sur le plan France, et c'est de celui-là que nous devons nous préoccuper aussi et sans doute en premier, souhaitons qu'elle sache assumer totalement ses responsabilités. Elle n'a pas à rougir de son œuvre Outre-Mer, les leaders indépendantistes, quoiqu'ils en pensent et disent, en sont les témoins. Si la France avait agi à l'encontre des mélanésiens comme certains de ses arrogants voisins, il n'y aurait pas de problème calédonien ou, du moins, s'il y en avait un il serait tout autre que celui qui se pose aujourd'hui. La France est chez elle en Nouvelle-Calédonie, comme elle l'est à Nice, comme elle l'est en Savoie, et plus anciennement. "Rester (là-bas) est son droit. Le droit des peuples à se survivre à eux-mêmes. C'est son devoir aussi".

Je vous remercie de m'avoir écouté, j'espère que vous m'aurez entendu... Je suis à votre disposition pour répondre aux questions que vous désirez me poser.

« HISTOIRE DES AUBERGES DE JEUNESSE EN FRANCE »

C'est le sujet d'une thèse de doctorat d'État, soutenue devant l'Université de Nice par Madame Lucette Heller.

Cette thèse a obtenu la mention «très honorable» et les félicitations du jury.

L'auteur, au cours de 10 années de travail, a retrouvé et interrogé tous les protagonistes encore vivants des auberges de la jeunesse d'avant-guerre, enregistré leurs souvenirs, consulté toutes les archives et écrit l'histoire des auberges de la jeunesse depuis leur fondation par Marc Sangnier, en 1930, jusqu'à la Libération.

C'est un livre passionnant, que Madame Heller se propose de publier avec l'aide des souscriptions de ceux qui sont fidèles à la mémoire de Marc Sangnier. Nous le recommandons très vivement à nos lecteurs.

Le prix de l'exemplaire en souscription est de 200 Francs. S'adresser à la Ligue française pour les auberges de la jeunesse, 38 boulevard Raspail, 75007 Paris.

OÙ EN EST L'EUROPE ?

Robert BICHET
ancien ministre

J'ai vécu en acteur les dix premières années du Conseil de l'Europe qui a réalisé de belles et grandes choses qu'il n'est pas dans mon propos d'énumérer ici. Encore convient-il de citer la "Convention européenne des droits de l'homme" qui permet à chacun de nous, on ne le sait pas assez, des recours individuels pour garantir nos droits fondamentaux.

A l'origine, le Conseil de l'Europe a éveillé les plus grands espoirs.

L'Europe, les Etats-Unis d'Europe, pour un grand nombre d'Européens, apparaissaient alors comme la seule issue possible, comme un des noyaux solides d'une future structure politique du monde.

Cet espoir d'une Europe unie animait la volonté des premiers députés du Conseil de l'Europe. C'est ainsi qu'à ses débuts, l'Assemblée consacra la plupart de ses débats à la façon de réaliser une "Union plus étroite entre les pays membres". L'élan donné alors par le Mouvement européen, amena un grand nombre de représentants à souhaiter une union de "type fédéral". C'était le cas notamment des Français, des Belges, des Italiens, des Néerlandais, des Luxembourgeois et, dès qu'ils entrèrent à l'Assemblée, des Allemands. Les autres préféraient s'en tenir aux intentions des auteurs du statut, estimant que la progression sur la voie de l'unité devait se faire par une coopération intergouvernementale. C'était le point de vue des Britanniques, des Scandinaves, des Irlandais.

Dès la session de 1949, les premiers marquaient des points et l'Assemblée se fixait comme but : "L'institution d'une autorité politique européenne dotée de fonctions limitées mais de pouvoirs réels"

C'est dans cet esprit que, dès le

9 mai 1950, prit naissance le plan Schuman : La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.)

Le "pool charbon-acier", comme on disait alors, qui créait une espèce de fédération dans un secteur important de l'activité économique, alors que les Etats nationaux restaient souverains dans tous les autres secteurs, va servir à la fois d'exemple et de détonateur. L'Assemblée du Conseil de l'Europe est en effet saisie d'une série de propositions allant dans le même sens : un "pool des transports", un "pool de la santé", un "pool vert". C'est au cours de cette session, le 11 août 1950, que Winston Churchill, soutenu par Georges Bidault, propose à l'assemblée la création d'une "Armée Européenne". L'idée ainsi lancée sera reprise moins de deux mois après par René Pleven.

Au début de septembre 1950, le gouvernement Pleven se trouve placé devant une proposition américaine de réarmement de l'Allemagne. Après quelques semaines de négociations, pour éviter la création d'une armée allemande autonome, que la France refuse, René Pleven eut l'idée d'une "Communauté européenne de défense", calquée sur la C.E.C.A. Cette armée européenne devait être composée d'unités intégrées, appartenant aux divers pays et dont les éléments nationaux constitutifs seraient réduits à l'unité la plus petite possible.

Le traité portant création d'une "Communauté Européenne de Défense (C.E.D.)" a été signé à l'instigation de la France le 27 mai 1952.

En 1953, s'inspirant d'un article du traité de la C.E.D., l'Assemblée du Conseil de l'Europe, par 76 voix contre 7 et 18 abstentions, approuvait un projet de statut de "Communauté politique européenne" qui lui était proposé par une "assemblée ad hoc". Dans l'esprit de ses promoteurs, cette "communauté

politique européenne" devait absorber la C.E.C.A. et la C.E.D.

L'Europe unie semblait proche, l'élan alors si grand qu'on allait vite, trop vite même...

Le rejet de la C.E.D. par la France en 1954, allait pour longtemps briser cet élan et aboutir à des institutions européennes diverses sans réaliser l'indispensable unité.

Le traité de Rome, signé le 25 mars 1957, créait la "Communauté Economique Européenne" (C.E.E.) et constituait — selon l'expression du moment — "une relance de l'Europe".

Les progrès économiques enregistrés par la Communauté et les espoirs qu'elle suscite, exercent leur attrait sur divers pays. C'est ainsi que le Royaume-Uni, le Danemark, l'Irlande, la Grèce entrent dans la C.E.E. et que l'admission de deux autres pays, l'Espagne et le Portugal, a été décidée.

Et cependant, la Communauté Economique Européenne marque le pas. En vingt-cinq ans, aucun progrès vers l'unité politique de l'Europe n'a été réalisé. Cette unité politique prétendue certains, est prématurée, les peuples ne sont pas mûrs.

Tous les sondages disent le contraire. Par exemple, celui du 9 juillet 1983 .

Quand on demande aux Français et aux Allemands, s'ils seraient très favorables ou assez favorables à une Union politique étroite entre les deux pays, ils répondent exactement de la même manière : 69 % en France et 70 % en Allemagne de l'Ouest, contre seulement 13 % d'adversaires en France et 12 % en Allemagne.

(suite page 11)

(suite de la page 10)

Les peuples aspirent, en effet, à une véritable "Union politique de l'Europe", alors que les gouvernements s'enlisent dans des questions de détail qui déroutent l'opinion.

Certains, me dit-on, songeaient par exemple à doter la C.E.E. d'un emblème particulier ? Chaque pays a son emblème, peut-on concevoir une Europe Unie ayant plusieurs drapeaux ? Fort heureusement, la Communauté Européenne accepte enfin de faire du drapeau azuré aux douze étoiles d'or, le drapeau unique de l'Europe.

Ceci précisé, il est temps, comme on disait naguère, d'envisager une sérieuse "relance" de l'Europe.

Il appartient aux peuples des divers pays, à travers des organisations comme le "Mouvement Européen", ou le "Conseil des Communes d'Europe", de faire pression sur les gouvernements et aussi sur l'Assemblée Parlementaire Européenne, pour qu'un pas rapide soit fait vers l'unité politique. Ce n'est un secret pour personne que le vote à l'unanimité retarde et même empêche cette unité. Il faut donc au plus vite abroger le "Compromis de Luxembourg" et accepter que certaines décisions soient prises à la majorité prévue par le Traité de Rome.

Il faut ensuite s'orienter rapidement vers une monnaie commune, une défense commune et une diplomatie commune, garante de cette monnaie et de cette défense communes.

La crise actuelle, prétendent les opposants, interdit une pareille avancée de l'Europe. C'est le contraire qui est vrai, l'Europe ne sortira de la crise que décadente ou renforcée. Le redressement ne se fera que par l'Europe Unie, le redressement sera communautaire ou ne sera pas. L'Europe sera, en effet la seule force susceptible de contrebalancer le poids des deux grands pour changer les règles du jeu mondial.

DEUX HEURES APRES MINUIT

par Jean-François DENIAU

Grasset — 236 pages

«Deux heures après minuit», ou «le prix de la liberté».

Nous autres Occidentaux, vivant dans des États de droit, savons maintenant que nous sommes fragiles, et ce, en grande partie par notre faute. La France qui, la première, il y a bientôt deux siècles, a claironné au monde ébahi combien précieuse était pour elle cette notion de liberté qu'elle avait inscrite au premier rang du triptyque formant la devise de sa toute jeune république, la France, comme les autres nations nanties, s'enlise dans un confort intellectuel démobilisateur, ne s'aperçoit pas à quel point est anesthésiante l'action souterraine de ceux qui, dans le monde, étranglent cette liberté. Mais partout dans le monde il y a des justes prêts à se battre et à mourir pour la conserver - nous la conserver- et la reconquérir.

Jean-François Deniau a couru les maquis de la liberté. En Angola, au Cambodge, en Afghanistan, partout où l'Union Soviétique a posé sa griffe puissante ou a fait faire son sale travail par des mercenaires, qu'elle ne paie même pas toujours. Il a été présent et a vécu de la vie des maquisards, traqués, harassés, affamés (lisez la page émouvante où il distribue deux amandes grillées par convive, tirées d'un sac d'amuse-gueules offert dans l'avion, et regardez au petit jour les poubelles de nos villes, même dans les quartiers «pauvres» et demandez-vous si vous avez bonne conscience). Il fallait plus que du courage pour cela, mais aussi un sens aigu de la solidarité humaine et des valeurs essentielles qui donnent un sens à la vie.

Ce que l'auteur dit là, d'autres l'ont dit aussi avant lui. Mais cela n'enlève rien à la valeur de son témoignage.

Ils ne seront jamais trop nombreux ceux qui nous alerteront et nous donneront une solution toute simple : «Ne subissez pas, résistez». L'U.R.S.S. et ses séides ne veulent pas la guerre, ils veulent nous conquérir sans guerre. Dans «l'Avenir Français», j'ai parlé de tous ceux qui nous ont mis en garde, du stratège chinois qui donnait des consignes de

«désinformation», de M. Raymond Marcelin qui nous enseignait à faire face aux méthodes subversives, du Général Delaunay, qui, au nom de notre éthique et de notre humanisme, entendait sauvegarder dans nos pays la dignité que seule apporte la liberté. Bien d'autres encore ont essayé de nous mobiliser. Si nous les écoutons, si nous nous souvenons qu'en 1940 une France traumatisée a relevé le défi et montré qu'elle ne voulait pas «perdre son âme», nous saurons que tout est possible et que M. Jean-François Deniau n'aura pas prêché dans le désert.

Cependant si, avant 1940, le pays avait été mis à même de «ne pas subir», les massacres des Glières et des Oradours n'auraient pas eu lieu. Les dernières pages du livre, qui énoncent les sept conditions pour «choisir la liberté», devraient nous réveiller, nous tirant du mol oreiller du laxisme et de l'indifférence égoïstes et aveugles. Ce ne sont pas les «armes de la paix». Le roi Henri III, qui n'avait pas tous les défauts dont l'histoire -image d'Épinal l'avait affublé-disait «bâton porte paix». Prenons notre bâton, celui du pèlerin et le gourdin d'attaque. Aidons ces combattants de la liberté, armons-les, nourrissons-les, soignons-les. Car en eux persiste la dignité de l'homme. Et remercions M. Deniau et les autres de nous y avoir sensibilisés.

Jeanne AMBROSINI

LE M.R.P. VOUS PARLE

Le numéro de février 1986 du «M.R.P. vous parle» a été particulièrement apprécié. Il a provoqué de nombreux adhérents ou abonnés nouveaux. De plus les demandes d'exemplaires pour être diffusés ont été telles qu'elles n'ont pu être entièrement satisfaites.

Nous essaierons de continuer à œuvrer dans le sens souhaité par nos lecteurs.

LES COLOMBES ROUGES

par *Suzanne LABIN*

Editions Dominique Martin Morin

Une récente émission d'«APOSTROPHES» a révélé à des millions de téléspectateurs le puissant mécanisme de l'espionnage soviétique en FRANCE, objet d'une remarquable étude de Thierry WALTON («Le K.G.B. en France» - Editions GRASSET). C'est là un complément d'information au livre publié par Suzanne LABIN en 1985, qui se préoccupe davantage de situer les points d'impact de la propagande rouge. Dans un style très combatif, on y trouve, analysés en profondeur, les objectifs de cette propagande et ses sphères d'influence.

C'est d'abord le «pacifisme» avec la création, le noyautage et le financement des Mouvements dits «pour la paix»

JEAN GUITTON et JEAN COVILLE A L'HONNEUR

Nos amis Jean Guitton, de l'Académie Française et Jean Coville figurent «sur la liste des honneurs», comme l'on dit en Angleterre.

«Le Journal Officiel» du 31 Mars a publié la promotion du premier comme commandeur et celle du second comme officier de la légion d'honneur.

Si Jean Guitton ne fut pas un adhérent du M.R.P., il fut toujours un ami très proche qui, par ses nombreux articles et ouvrages, s'est toujours réclamé de notre famille d'esprit. Très lié avec le pape Paul VI il contribua grandement à l'oeuvre oecuménique de ce grand pontife.

Nous n'avons pas à présenter Jean Coville à nos lecteurs. Il est l'animateur, «la cheville ouvrière» du Bulletin de notre amicale et de l'amicale elle-même. Il prolonge aujourd'hui l'action du M.R.P. dont grâce à lui la flamme n'est pas éteinte. Sa promotion lui est accordée comme témoignage pour sa vie consacrée toute entière à l'Outre-Mer d'abord en Indochine pendant de très nombreuses années, puis à l'Assemblée de l'Union Française comme chef du service de presse. Sa rosette atteste qu'il fut un grand et bon serviteur du Pays.

A nos deux amis nous adressons nos amicales et chaleureuses félicitations. Toute notre grande famille se rejouit de la distinction si méritée qui leur est accordée.

Le Bureau de l'amicale
des anciens du M.R.P.

qui se développent exclusivement en Occident et surprennent la bonne foi des crédules non avertis. Le but est évidemment la désorganisation de la défense atlantique et la division des alliés. Suzanne LABIN révèle les complicités que trouve le K.G.B. dans les milieux les plus divers, que ce soit des personnalités ou des organisations dont le soutien est plus ou moins consciemment intéressé.

L'autre base de cette pression constante sur l'opinion publique occidentale est constituée par l'action terroriste. Là aussi les ficelles remontent aux mêmes sources, quels que soient les intermédiaires complices et les exécutants à leur solde.

Suzanne LABIN dénonce la perspective de la troisième guerre mondiale qui se prépare ainsi sous nos yeux et se pose la question : que sera cette troisième guerre mondiale et que vaudra notre système de défense nucléaire ? quelle sera l'efficacité du «parapluie» américain sur l'Europe ou de la «dissuasion» française ? que pourrions-nous opposer à une invasion de forces traditionnelles ? Le laxisme des responsables, les incompréhensions entre alliés du Pacte Atlantique, leur manque d'esprit de solidarité et de volonté de défense unie, constituent un état de choses qui rappelle dangereusement l'époque de MUNICH.

Il apparaît ainsi indispensable aux pays libres, s'ils veulent le rester, de faire bloc : bloc pour dénoncer la mensongère propagande pseudo-pacifiste ; bloc pour lutter contre le terrorisme, sous toutes ses formes ; bloc pour organiser la défense militaire.

«Les COLOMBES ROUGES» apportent leur pierre à ce «mur de la défense». On peut en remercier Suzanne LABIN et saluer son courage et sa lucidité. Mais son appel sera-t-il entendu ? C'est la vie et la liberté de nos enfants qui sont en jeu.

Bertrand CHAUTARD
ancien député

ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée générale des adhérents de l'amicale se tiendra :

MERCREDI 30 AVRIL à 15 heures
au PALAIS DU SÉNAT A PARIS
(salle Médicis)

Cette assemblée sera suivie :

1°) d'une messe du souvenir, à 17 h., dans l'église Saint-Sulpice (chapelle souterraine - entrée par la rue Saint-Sulpice); les sympathisants sont conviés à y assister.

2°) d'une réception dans les salons de la présidence du Sénat. Les adhérents et les abonnés au «M.R.P. vous parle» y seront invités par une lettre spéciale.

DANS LA COLLECTION
«CONNAISSANCE DES LANGUES»
AUX ÉDITIONS PICARD,
82 rue Bonaparte PARIS 6^e,
vient de paraître

«GRAMMAIRE DE LA
LANGUE FRANÇAISE DU
17^e SIECLE»

par *Gabriel SPILLEBOUT*
professeur à la Faculté des lettres
de l'Université de Tours

Ce livre comble une grave lacune. Il n'existe, en effet à l'heure actuelle, aucun ouvrage d'ensemble, adapté aux besoins de l'enseignement, qui puisse procurer une connaissance suffisante de la langue française du 17^e siècle.

Or ce siècle a produit une succession ininterrompue de chefs-d'œuvre et la langue française de cette époque était celle de tous les gens cultivés d'Europe.

Depuis lors la défense de notre langue a été parfois fort négligée, mais elle revient à l'honneur et le livre du professeur Spillebout paraît au moment où vient d'être nommé pour la première fois un ministre de la francophonie : Madame Lucette Michaux-Chevry. C'est bon signe.

Ajoutons que M. Spillebout est membre de notre amicale.

Nous recommandons très vivement ce livre à nos lecteurs.

Son prix est de 300 Francs.